

Claire Lamine

Mettre en parole les relations entre hommes et animaux d'élevage. Circulation des récits et mise en débat

Résumé

La question du bien-être des animaux d'élevage est le plus souvent portée dans l'arène publique sur un mode très conflictuel : les associations de protection animale cherchent à montrer ce qui est indûment caché, adoptant un principe de dévoilement ; tandis que les filières d'élevage veulent montrer qu'il n'y a « rien à cacher », se situant dans un principe de transparence. L'objectif de cet article est de se demander si peut s'ouvrir un espace pour une discussion collective moins frontale de ces questions, qui s'appuierait sur un principe de mise en visibilité de l'élevage, dans lequel les éleveurs auraient bien davantage « quelque chose à montrer ». Nous verrons que les conditions d'une telle mise en débat reposent sur le maintien d'un accès à la dimension relationnelle de l'élevage, ignorée dans les réglementations concernant le bien-être animal. Nous envisagerons les supports médiateurs d'un tel maintien, ici un livret de paroles d'éleveurs qui circule dans différents collectifs d'éleveurs, de chercheurs, d'associations de défense des animaux et de consommateurs.

Abstract

Putting words to the relationships between humans and farm animals.

The question of animal welfare is most often debated in a very controversial way : animal welfare organisations seek to show what is unduly hidden, adopting a posture of revealing, while animal production actors seek to prove that there is nothing to hide, in reference to the principle of transparency. The aim of this paper is to investigate whether it is possible to open a space for a collective discussion of these questions through reference to processes of visibilisation, in which stock breeders would have something to show, instead of nothing to hide. We will see that the conditions for this reframed debate rely on maintaining an access to the relational dimension of breeding, ignored in the regulations concerning animal welfare. We will consider the media that might allow this, such as a booklet of breeders' narratives that would circulate amongst groups of breeders, researchers, animal welfare organisations and consumers.

Pour citer cet article :

Claire Lamine. Mettre en parole les relations entre hommes et animaux d'élevage.

Sommaire

Introduction

Les modes de mise en débat classiques : montrer ce qui est indûment caché, versus montrer qu'il n'y a rien à cacher

Associations de protection animale : le paradigme du dévoilement

Les filières d'élevage : le paradigme de la transparence

Des procédés d'argumentation typiques des situations de controverses

Des éleveurs, des consommateurs... et des animaux absents du débat

Les scientifiques, sommés de donner des certitudes

Invisibilité et négation des réalités relationnelles de l'élevage

Définitions de la question par les acteurs : bien-être animal ou bien-être des animaux ?

L'humain et l'animal : quand l'affection, l'interaction, et la commune temporalité sont niées

L'ignorance de l'intercorporalité entre l'humain et l'animal

Les éleveurs n'ont-ils rien à cacher, ou auraient-ils même quelque chose à montrer ?

Faire circuler des récits parce qu'il y a quelque chose à montrer : un paradigme de mise en visibilité

Partager les savoirs entre différentes disciplines scientifiques

Recueillir et faire circuler des récits d'éleveurs

Se donner le temps de l'apprentissage...

Circulation des récits et participation : un impératif de symétrie

Conclusion

Notes

Bibliographie

Introduction

Les débats sur la question du bien-être des animaux d'élevage mettent en présence le plus souvent des positions très contrastées, opposant notamment les représentants des filières d'élevage et les défenseurs des animaux. Ils tournent de ce fait fréquemment à l'affrontement. Comment ouvrir un espace pour une discussion collective moins frontale de ces questions et plus largement de celles liées aux relations entre hommes et animaux d'élevage, que les hommes soient ici

des citoyens, des consommateurs, des éleveurs ou des amoureux des animaux ?

Pour apporter des éléments de réponse à cette question, nous confronterons les modes de mise en débat et de publicisation classiques de ces questions et un dispositif visant à associer des scientifiques de différentes disciplines et des acteurs concernés, et construit dans le cadre d'un projet de recherche-intervention en cours [1]. Nous repèrerons trois types de mise en débat, correspondant à trois modes d'ouverture contrastés : i) le principe du dévoilement appliqué par les associations de protection animale qui montrent ce qui est indûment caché ; ii) le principe de transparence de plus en plus généralisé et imposé aux filières d'élevage, qui n'auraient « rien à cacher », et enfin iii) un principe de mise en visibilité de l'élevage dans laquelle les éleveurs auraient bien davantage « quelque chose à montrer ».

Des matériaux issus de réunions interdisciplinaires de chercheurs et d'entretiens compréhensifs réalisés auprès d'acteurs institutionnels et économiques, d'éleveurs, d'associations de défense des animaux et de consommateurs nous permettront de souligner le décalage entre la notion de « bien-être animal » telle que construite par les scientifiques, les filières et les associations de défense des animaux, qui rivalisent pour la codifier, et la notion de bien-être des *animaux* telle que vécue et partagée par les éleveurs et les consommateurs, et qui s'avère en revanche peu codifiable. Notre enquête révèle aussi la présence chez ces acteurs d'un élément couramment évincé des formes de débats classiques : la dimension relationnelle de la question du bien-être des animaux d'élevage, englobant le lien affectif aux animaux et le lien métabolique qui tient au fait de manger les produits provenant de ces animaux.

Déoulant de cette analyse, notre hypothèse sera que l'accès à cette dimension relationnelle, tout à la fois affective et métabolique, constitue une condition fondamentale de mise en débat de ces questions. Encore faut-il trouver les supports médiateurs de cet accès. Dans ce cas, il s'agit d'un livret de paroles d'éleveurs qui, construit à partir d'entretiens longs avec ces éleveurs, leur revient et circulera ensuite dans des collectifs successifs — de chercheurs, d'associations de défense des animaux et de consommateurs — y transportant ces paroles et au travers d'elles, cette dimension relationnelle. Cette circulation des récits s'inscrit alors dans un mode de mise en visibilité de l'élevage où les éleveurs auraient bien « quelque chose à montrer » à la société, et non pas seulement « rien à cacher ».

Les modes de mise en débat classiques : montrer ce qui est indûment caché, versus montrer qu'il n'y a rien à cacher

La majorité des débats publics et forums concernant la question du bien-être animal sont liés à la construction de son cadre réglementaire, qu'il s'agisse de déclinaison de directives européennes ou de l'élaboration de réglementations nationales plus exigeantes. Dans ce cadre, les associations de protection animale mènent de nombreuses actions destinées à sensibiliser les élus et citoyens aux questions de bien-être dans l'élevage industriel, de manière à influencer sur les débats à venir au niveau européen. La plupart de ces actions visent à montrer certaines réalités de l'élevage pour dénoncer ce qui est caché et inadmissible. On verra comment les filières d'élevage, en retour, s'organisent pour montrer qu'il n'y a au contraire rien à cacher.

Associations de protection animale : le paradigme du dévoilement

Un premier type d'action ressort du rôle de vigilance que se donnent ces associations en matière de respect des réglementations existantes. Plusieurs d'entre elles ont réalisé des films vidéo sur les mauvais traitements des animaux d'élevage, dans les élevages eux-mêmes mais aussi lors du transport ou encore sur les marchés au bétail. C'est le cas des associations *Gaïa* et *Animaux en Péril* en Belgique, et de la PMAF (Protection Mondiale des Animaux de Ferme) en France [2]. Un film vidéo de la PMAF (<http://www.pmaf.org>) tourné sur les marchés aux bestiaux est ainsi conçu pour rendre visible ce qui est habituellement rendu invisible et de ce fait ignoré. Il s'agit de pointer les infractions aux réglementations en vigueur. En Belgique, un montage de quelques minutes réalisé à partir de la vidéo de 46' tournée par *Gaïa* et *Animaux en Péril* sur les marchés de bestiaux belges a été diffusé à la télévision aux heures de grande audience. Cette démarche de dénonciation, fortement publicisée, a abouti à une série de procès et à un jugement à l'encontre des marchands de bestiaux concernés.

Un second type d'action, allant plus loin que ce rôle de vigilance quant au respect des lois, vise à influencer sur la mise en place de ces lois. Ainsi, en préalable au vote de la directive 1999/74/EC concernant les poules pondeuses [3], plusieurs associations membres ou proches de l'*Eurogroup for animal welfare* [4] ont organisé dans divers pays des actions de sensibilisation de l'opinion publique et des parlementaires européens. Ces actions s'appuyaient sur différentes performances, en utilisant par exemple des cages géantes dans lesquelles s'enfermaient les militants. Une telle mise en scène vise à rendre tangibles les conditions d'élevage en rapportant à l'échelle humaine les dimensions des cages des élevages industriels. L'objectif de telles actions est de créer un événement qui exprime la dimension sensible de la question du bien-être — ou plutôt du mal-être — des animaux, en

jouant sur l'anthropomorphisme. Il s'agit donc, dans ce premier type d'action, de montrer et de faire ressentir ce que l'homme ne veut pas voir ni sentir, à savoir qu'il imposerait à d'autres êtres vivants des conditions qu'il ne supporterait pas lui-même. C'est tout un jeu sur la *proximité* qui est construit pour permettre précisément l'engagement à *distance*, comme au sujet des causes humanitaires (Boltanski, 1990). L'objectif final de ce dévoilement est évidemment d'influencer sur les conditions d'élevage dénoncées, et l'enjeu intermédiaire d'être bien relayé par la presse auprès de l'opinion publique et des décideurs. Ces actions, loin d'être isolées, s'inscrivent dans une stratégie plus large qui inclut également des outils moins "coup de poing" : par exemple, en 1999, la PMAF a fait réaliser un sondage auprès de la population visant à conforter les politiciens dans l'idée que la protection des animaux de ferme est un souci suffisamment présent dans l'opinion publique pour ne pas être négligé (Burgat, 2001). En plus de montrer pour dénoncer ce qui reste caché, il faut prouver aux décideurs que cette dénonciation a un écho, bien au-delà du cercle restreint des défenseurs des animaux. Ce registre de l'action performative et dénonciatrice médiatisée se complète aussi, dans une mesure variable selon les associations de protection animale, d'actions plus "constructives" impliquant les consommateurs et les filières de manière plus positive. Ainsi, dans le cadre d'une campagne menée sur l'élevage en batterie des veaux en 1997, la PMAF avait demandé à ses membres d'aller poser des questions au boucher de leur supermarché pour sensibiliser ces derniers et préparer une prise de contact plus systématique dans les grandes surfaces. Elle a également édité en 2004 un livret comparant les labels rouges et Agriculture Biologique au regard des normes de bien-être animal qu'ils imposent. Au-delà d'une condamnation des systèmes de production industriels, il s'agit ici d'inciter les consommateurs à favoriser des systèmes respectueux des animaux, et avant tout de les amener à se questionner dans leurs choix de consommation.

Les filières d'élevage : le paradigme de la transparence

Face à de telles actions, les filières d'élevage et leurs professionnels ne demeurent évidemment pas sans réaction.

En Belgique, l'Agence Fédérale de Sécurité de la Chaîne Alimentaire [5] organise des tournées de visites d'établissements de production et de transformation, auxquelles sont conviés des représentants d'associations de consommateurs. Alors que les associations de protection animale instaurent un régime de vérité réintroduisant de la proximité dans la distance par le biais de l'appel à l'émotion, les filières tentent ici de construire un régime de vérité directement appuyé sur la proximité (via les visites), et appelant non plus à l'émotion mais à la raison. De telles visites déploient

un discours construit, explicatif, justificatif, destiné à convaincre les visiteurs que ce système, même s'il n'est pas parfait (et d'ailleurs évolue), est le seul possible. Elles s'inscrivent ainsi dans le modèle du « rien à cacher », celui de la transparence, où une sélection soigneuse de ce que l'on montre permet d'ailleurs de ne pas tout donner à voir.

Des procédés d'argumentation typiques des situations de controverses

Il est intéressant de regarder les types d'argumentation qui se déploient entre les associations de protection animale, critiques, qui visent à montrer pour dénoncer ce qui est caché et les filières, qui face à ces critiques veulent montrer qu'il n'y a rien à cacher. On rencontre par exemple de telles controverses dans les comités consultatifs créés dans le cadre de processus de concertation institutionnels et regroupant des experts et/ou des représentants des parties concernées : éleveurs, filières, associations de consommateurs et de protection animale.

Dans le Bulletin d'information de la FWA (Fédération Wallonne de l'Agriculture) : « Le bien-être animal, pas que l'affaire de Gaia » (illustration 1), la principale organisation agricole wallonne s'insurge contre le déséquilibre entre les différents acteurs du bien-être animal dans le Conseil belge dédié à ces questions : selon elle, les associations de protection animale seraient bien trop représentées par rapport au milieu agricole.

C'est aussi ce que pensent nombre d'éleveurs :

► **Extrait sonore 1**, .MP3, 247 Ko.

« En général les décisions qui sont prises sont prises par des gens qui n'ont jamais élevé et donc qui ne se rendent pas compte, et qui ne connaissent pas et ne savent pas les attentes des animaux, et qui est mieux placé que nous, enfin les animaux s'ils savaient parler ils seraient mieux placés mais ils ne savent pas alors... ceux qui les élèvent sont les mieux placés mais ils ne sont en général pas consultés ».

Derrière cette remise en question de la légitimité des associations de protection animale se pose la question fondamentale de qui peut parler du bien-être des animaux, au nom de quoi et de qui. Tandis que les associations de protection

animale jugent qu'elles sont les mieux placées pour parler au nom des animaux parce qu'elles n'ont pas envers eux, contrairement aux éleveurs, un rapport instrumentalisant, les éleveurs jugent que vivant avec eux au quotidien et dans les conditions réelles (par opposition à celles, selon eux irréalistes, que construisent les associations de protection animale dans des refuges pour animaux, par exemple), ce sont bien eux les mieux placés.

Ces procédés d'argumentation se lisent aussi dans la manière dont les éleveurs réagissent aux actions menées par les associations de protection animale :

► **Extrait sonore 2**, .MP3, 287 Ko.

« On ne connaît pas d'agriculteur qui tapent sur leurs bêtes par plaisir, c'est pas vrai, ou alors c'est exceptionnel, mais là maintenant d'après eux c'est généralisé de toutes façons. Ils interprètent à leur façon, et à côté de ça un gosse qui sera battu on ne dira rien. Il y a une échelle de valeur qui est complètement inversée, complètement faussée avec ces gens là ».

Cet éleveur, comme nombre d'autres, considère qu'on aurait généralisé ce qui était de l'ordre de l'exceptionnel et de l'accidentel, en faisant passer certains comportements qu'il reconnaît comme inadmissibles pour l'ordinaire des marchés de bestiaux. L'éleveur remet aussi en cause la hiérarchie des valeurs des dénonciateurs de la maltraitance animale, en introduisant dans l'argumentation une opposition entre maltraitance animale et maltraitance infantile (d'autres évoqueront les femmes battues). Notons que les deux arguments forces présents ici, celui de la généralisation abusive de cas singuliers et celui de l'inversion de la hiérarchie censément partagée des valeurs, sont deux procédés fondamentaux d'argumentation dans les situations de controverse (Boltanski, Thévenot, 1991). Or ce qui se trouve à la charnière de ces deux arguments, c'est la question de l'interprétation.

Alors n'est-ce pas l'absence de mise en commun et de partage des interprétations qui serait à la source de cette incompréhension de la part de la société, si durement ressentie par les éleveurs ?

Des éleveurs, des consommateurs... et des animaux absents du débat

Les éleveurs rencontrés ont le sentiment de ne pas être consultés. Ils ne sont présents dans ces débats que via leurs représentants, les organisations agricoles. Mais l'attitude défensive de ces dernières conduit à laisser dans l'ombre l'expérience quotidienne des rapports entre les éleveurs et les animaux (Joly, 2002). Ainsi, si l'on regarde la manière dont le bulletin d'information de la même organisation agricole wallonne rend compte des débats concernant le bien-être animal, ce sont essentiellement les contraintes économiques qui sont mises en avant alors que la plupart des éleveurs s'avèrent lors des entretiens bien plus prolixes sur les relations avec leurs animaux.

Les consommateurs sont tout aussi absents des débats que les éleveurs. Leurs compétences et représentations sont essentiellement abordées au travers des sondages d'opinion, en général commandités par les associations de protection animale pour appuyer l'idée d'une forte demande sociale, et au travers des comportements d'achat, sollicités par les filières, pour relativiser au contraire cette demande sociale. Or, on connaît les limites des sondages, qui formatent les questions, et de l'étude des comportements d'achat actuels, qui ne peuvent par définition traduire la mobilité et la réversibilité possible, dans un avenir plus ou moins proche, des représentations et des pratiques.

Mais ce qui pose surtout problème dans cette absence des éleveurs et des consommateurs, c'est que les éleveurs ont souvent le sentiment d'être méjugés, d'être considérés comme les éternels coupables par les consommateurs, qui s'avèrent dans nos entretiens bien plus partagés dans leurs assignations de responsabilité. Or, les responsabilités respectives ne sont jamais explicitées par les producteurs et les consommateurs, mais par d'autres acteurs qui parlent en leur nom. Pour les éleveurs, l'enjeu n'est-il pas maintenant de se réapproprier le débat dont ils ont été dépossédés ? Le devenir de l'élevage, comme de l'agriculture en général, n'est pas seulement et entièrement dessiné dans les négociations en haut lieu des politiques agricoles, il dépend aussi de ce que font les agriculteurs de ces mises en cause dont ils sont l'objet (Lémery, 2003). Et peut-être, ajoutons-le, de ce que feront les consommateurs des mises en causes qu'ils suggèrent ou soutiennent. En tout cas et pour l'heure, les débats concernant les questions de bien-être des animaux d'élevage laissent largement hors jeu les éleveurs eux-mêmes tout comme les consommateurs, et plus encore les animaux. Les trois groupes d'acteurs qu'ils mettent en présence sont en effet les associations de protection animale, les organisations représentant les agriculteurs, et les scientifiques.

Les scientifiques, sommés de donner des certitudes

Car c'est aux scientifiques que les législateurs confient la tâche de définir ce que

sont des conditions d'élevage correctes. Ainsi, c'est un comité d'experts britanniques qui a défini en 1965 le bien-être animal (rapport Brambell, du nom de ce comité). Cette définition comporte cinq critères principaux, toujours à la base des réglementations en vigueur : protection contre la faim et la soif, confort du logement, affranchissement de la douleur par des soins appropriés, affranchissement de la peur, et enfin liberté d'exprimer les « comportements normaux et naturels » de l'espèce.

Aussi, les scientifiques ont progressivement établi un ensemble de critères zootechniques (gain quotidien moyen, production laitière chez la vache, nombre de porcelets sevrés par truie et par an, production d'œufs par poule etc.), physiologiques (dosage d'hormones pour mesurer le stress, fréquence cardiaque ou respiratoire) et éthologiques (identification de comportements « anormaux » considérés comme des symptômes d'inadaptation à l'environnement) pour juger du bien-être des animaux d'élevage.

Aujourd'hui, l'élaboration des textes réglementaires européens s'appuie sur les travaux des scientifiques spécialistes de ces questions d'un point de vue "technique", et notamment sur les rapports du Comité Scientifique Vétérinaire européen. Les ONG elles-mêmes ne réfèrent qu'aux savoirs scientifiques, non sans une surenchère sur les spécialistes sollicités. Ainsi, dans le cas du procès intenté en Belgique aux marchands de bestiaux, l'association Gaïa a choisi comme expert, selon les mots mêmes de son président, « *un des tops scientifiques en éthologie de l'université de Cambridge qui est dans toutes les publications dignes de ce nom* », tandis que « *la défense a pris un professeur vétérinaire retraité, qui (...) a un point de vue hyper mécaniste, c'est le Descartes de l'université de Gand et on sait ce que Descartes pensait des animaux, l'animal machine...* ». Certaines associations importantes comme la Société Royale de protection des animaux britanniques ont même en leur sein un service scientifique.

Or, dans la mesure où il n'y a pas plus de théorie unifiée de la gamme des états émotionnels de l'animal que d'instruments de mesure, les scientifiques ne peuvent répondre à la question qui leur est posée et fournir une définition et un système de mesure totalement objectivés de la souffrance animale, pas plus que de ces fameux comportements normaux et naturels. Ce n'est pas tant parce qu'il subsisterait une carence cognitive à combler progressivement, mais parce que le bien-être des animaux, comme d'autres enjeux contemporains proprement liés à notre « modernité réflexive » (Beck, 1992) tels que les risques alimentaires, n'est pas entièrement codifiable. C'est aussi qu'on ne peut séparer si nettement les faits dont rendraient compte les scientifiques et les valeurs qui ressortiraient du domaine politique (Joly, 2002).

Invisibilité et négation des réalités relationnelles de l'élevage

Ainsi, non seulement les instances de débat habituelles laissent d'une certaine manière hors jeu les principaux impliqués, les éleveurs, les consommateurs et les animaux, mais en outre, elles ignorent certaines dimensions fondamentales du bien-être animal, à savoir l'importance de la relation entre hommes et animaux.

Définitions de la question par les acteurs : bien-être animal ou bien-être des animaux ?

Partir des définitions que donnent les différents acteurs du bien-être des animaux d'élevage permet de montrer les écarts de conception entre ces acteurs, mais aussi ce qui est ignoré — ou rendu invisible — dans les instances de débat classiques. Dans notre cas, le principal élément commun aux divers acteurs est précisément la difficulté éprouvée à proposer une définition.

Pour définir ce qu'est pour eux le « bien-être animal », les scientifiques évoquent des critères objectifs, ou aussi objectifs que possible (critères zootechniques, physiologiques, éthologiques). Les associations de protection animale critiquent ces critères et parlent « de l'animal » comme être sensible. Les organisations représentant les agriculteurs mettent en avant le respect des besoins essentiels des animaux (manger, boire, être soigné) dans le souci prioritaire de la rentabilité économique de l'élevage. Ces derniers éléments sont présents chez la plupart des éleveurs rencontrés mais ceux-ci évoquent bien davantage le lien entre bien-être « des animaux » et qualité de leur viande, ainsi que les relations avec leurs animaux (l'être-avec) et leur comportement (jouer, être calme).

On notera ici la référence à *l'animal* au singulier, chez les associations de protection animale ainsi que chez les scientifiques, et aux *animaux*, au pluriel, chez les éleveurs, avec notamment la figure explicite du troupeau comme collectif d'individus, chez les éleveurs plus extensifs (ici de bovins). Ce bien-être des animaux, les éleveurs l'associent souvent au bien-être de l'éleveur : le bien-être, c'est « quand l'éleveur est bien dans ses bêtes et que les bêtes sont bien aussi », dit une éleveuse.

L'écart entre les conceptions des éleveurs et le discours de leurs porte-parole justifie un travail de mise en parole des représentations ordinaires des éleveurs, laissées habituellement sous silence. Dans ces représentations le statut des animaux comme êtres vivants et domestiques (ils bougent, ils sont calmes, ils jouent entre eux etc.) en relation avec les humains, coexiste avec celui de futur aliment (parce qu'un animal est calme et non stressé, sa viande sera bonne). On rencontre des éléments

assez proches dans les représentations des consommateurs.

L'humain et l'animal : quand l'affection, l'interaction, et la commune temporalité sont niées

Mais ce que montrent surtout les entretiens, c'est l'importance de la question de la relation aux animaux. Le rapport de l'être humain à l'animal se caractérise par le partage d'affect et la présence interactive (Piette, 2003). L'animal, être sensible, suscite affection et compassion, et il interagit avec l'homme. Cela découle de la commune appartenance au monde vivant de l'homme et des animaux qu'il mange, sensée transcender la division essentialiste classique entre les humains comme consommateurs et les animaux comme viande (Buller, Morris, 2003).

Cette question de la relation aux animaux, pourtant absente des définitions réglementaires du bien-être animal, est très présente chez les éleveurs. Elle l'est aussi chez les consommateurs. Rares sont ceux qui n'ont pas un lien affectif aux animaux, soit qu'ils aient, soit qu'ils aient eu un rapport au monde de l'élevage, un intérêt pour des espèces sauvages ou plus couramment un animal domestique à la maison. Et il semble difficile de considérer qu'il ne s'agirait que de compensation morale (bien soigner ses animaux domestiques pour compenser les mauvais traitements infligés aux animaux d'élevage), comme l'indiquent certaines analyses (Franklin, 1999) : ce serait supposer que les personnes ne puissent être sensibles simultanément dans ces deux types de relations.

Cette importance de la relation est donc partagée par les éleveurs et les consommateurs : on est ainsi au cœur de malentendus qui ne sont pas faciles à désamorcer. En effet, si pour les éleveurs, la relation affective et interactive aux animaux va de soi [6] et qu'on n'en parle même pas nécessairement, pour nombre de personnes non familières de l'élevage, si on n'en parle pas, c'est nécessairement qu'on l'ignore, dans le cas des animaux d'élevage, au profit de la seule relation instrumentale. On retrouve le même type de raisonnement que celui des associations de protection animale, selon lequel si l'élevage reste caché, c'est bien qu'il y a quelque chose à cacher. En tout cas, cette question de la relation affective et interactive entre homme et animaux pose un problème jusqu'à présent peu traité par la sociologie : l'animal est une créature sociale, non seulement en vertu d'un constructivisme social qui le verrait inscrit dans tout un écheciveau d'institutions humaines et sociales, mais également parce qu'il est en relation communicative et interactionnelle, et pas seulement instrumentale, avec l'homme (Tovey, 2003).

L'animal est aussi pour l'éleveur un *compagnon de travail*. Dans cette expression, les deux termes, compagnon et travail, ont chacun leur importance. Comme l'homme, même si ce n'est plus à la manière de l'animal de trait, qui faisait apparaître le labeur humain et le labeur animal comme assez proches, l'animal d'élevage travaille.

Bien traiter les animaux, c'est donner sens à la fois à leur travail et à celui de l'éleveur (Porcher, 2002). L'animal est aussi un compagnon. Il est pourtant difficile de le voir comme tel dans le contexte et à l'échelle de l'élevage intensif moderne, d'autant que les institutions ont quasiment disparu qui permettaient, comme les foires, une transition entre les deux statuts de l'animal, celui de compagnon justement, à celui de marchandise et de future viande, en perpétuant une forme de relation fondée sur la reconnaissance de chaque bête (Chevallier, 1987). On observe d'ailleurs que certains éleveurs rencontrés veillent à conduire eux-mêmes leurs bêtes à l'abattoir, pour mieux assurer cette transition, et souvent après avoir d'abord expérimenté le recours aux transporteurs extérieurs.

► **Extrait sonore 3**, .MP3, 1,4 Mo.

« Oui on les conduit nous-mêmes parce que on a eu des blagues. On les faisait conduire par un transporteur mais qui aussi bien allait ramasser des bêtes ailleurs, deux trois places, et il est arrivé une fois où il a mélangé de notre troupeau avec des autres et le transporteur les a déchargées dans le parking juste devant l'abattoir, il est reparti, son boulot était de les conduire, c'est tout. Alors on en a eu un qui a été déclassé, et l'autre éleveur aussi, qui avait eu un taureau mélangé, un ou deux. Les bêtes étaient mélangées, excitées etc. Depuis lors on a acheté un van et on les conduit nous mêmes. Et encore une autre fois j'avais conduit des bêtes et puis, on pèse le taureau, et puis il va le mettre dans un box. La rangée était terminée, et il fallait commencer un autre rang, alors qu'il y avait un espace de 2 mètres, et il commençait à devenir fou. J'ai dit : « il faut tout de suite sortir celui-là et le mettre à côté », l'autre bête a été près de son copain et il s'est calmé, mais sinon, si je partais une heure après on l'abattait, il aurait été mauvais la viande aurait été déclassée.
— à cause du stress ?

A cause du stress, de se sentir seul, ou une bête qu'il ne connaît pas à côté. Si je ne le fais pas moi-même lui il n'y pense pas bien entendu, c'est pas leur boulot. Si par exemple je conduis une bête seule à l'abattoir, par exemple, je prends un petit veau avec.

(...) je mets toujours un petit veau avec. Pour qu'elle se sente en sécurité. Enfin elle n'est peut-être pas en sécurité, mais une bête qui est seule ne se plait pas ».

A un premier niveau, maîtriser le transport permet à ces éleveurs d'éviter de mauvaises conditions qui auraient un impact néfaste sur la qualité de la viande. Plus profondément, cela leur permet de retrouver leur sentiment de responsabilité dans la mort de leurs animaux alors que l'évolution générale (prise en charge par les transporteurs, éloignement des abattoirs) va dans le sens contraire. Ces pratiques

témoignent aussi des difficultés induites par les procédures collectives d'organisation du travail pour faire le deuil des animaux (Porcher, 2003). Rappelons que cette mort correspond au terme de l'échange construit avec eux, et à ce qui permet fondamentalement à l'éleveur d'assumer son rôle de nourricier de la population, puisque bien évidemment le rapport de l'homme à l'aliment animal, par opposition à l'aliment végétal, pose la question de la justification de la mort et de la bonne façon de la donner (Vialles, 1989). Or, de même que l'acte de mise à mort obéit à des conditions bien précises, de même la fin de vie de l'animal doit-elle être correcte pour que celui-ci acquière le statut d'aliment.

Cette notion de responsabilité dans la fin de vie ne tient pas qu'à la nature affective et interactive de la relation. Elle tient aussi au fait qu'hommes et animaux partagent une temporalité assez comparable (reproduction, mise au monde, enfance, âge adulte, vieillesse, mort) (Lestel, 2001). La naissance — le vêlage — est le moment préféré chez la plupart des éleveurs bovins rencontrés. Ils sont aussi tout particulièrement attentifs au moment du sevrage et soucieux de passer plus de temps avec les veaux et les mères à ces périodes sensibles.

Or, toutes ces notions spécifiant le rapport à l'animal - l'affection, l'interaction et la commune temporalité - sont bouleversées par les rythmes de l'élevage intensif. Quelle interaction directe peut-il y avoir entre éleveurs et animaux alors qu'aujourd'hui, une seule personne suffit pour s'occuper de milliers de poulets de chair ou de centaines de porcs en engraissement (Digard, 1999) ? Les travaux qui se sont intéressés aux élevages industriels témoignent amplement de cette perte de relations affectives (Porcher, 2002). La temporalité de la vie animale est également transformée par les systèmes intensifs. Cette transformation se lit dans l'accélération des cycles de croissance et d'engraissement : trois ou quatre vêlages et périodes de lactation pour une vache laitière avant d'être réformée, contre le double il y a cinquante ans ; moins de 40 jours pour obtenir un poulet contre plus du double dans un élevage traditionnel, les labels Rouge et Agriculture Biologique imposant quant à eux un minimum de 81 jours. Une telle accélération est rendue possible par l'application de procédures du non-vivant à des animaux, comme lorsque la fourniture de l'alimentation est mécanisée et les ateliers d'engraissement organisés en lots de bêtes homogènes, ou encore par une artificialisation du vivant, dans le cas de la sélection (même si celle-ci existe depuis aussi longtemps que l'élevage est pratiqué). On pourrait d'ailleurs dire que l'élevage intensif pousse à l'extrême le principe fondamental de l'élevage et de la domestication de l'animal (Haudricourt, 1962) qui est la maîtrise sur l'alimentation et la re-production de l'animal (Tétart, 2004), deux processus justement propres au vivant. Autrement dit, il produirait des « êtres vivants technicisés » (Micoud, 2004). L'élevage intensif ferait ainsi converger l'hyper vivant et le non-vivant. En tout cas, c'est précisément autour de ce rapport au vivant et du respect de ses rythmes que se dessinent les

principales différences et proximités entre éleveurs (Lémery, 2003).

On peut évoquer un dernier point qui rapproche l'homme et l'animal : l'animal a comme l'homme un fonctionnement collectif et social. Les éleveurs décrivent ainsi, en parlant de leur troupeau, les liens et la hiérarchie qui s'établissent entre les membres du groupe. Or, l'élevage "industriel", au lieu de traiter un troupeau comme un collectif composé d'individus entre lesquels existent des liens et une hiérarchie, le traite par lots et de manière indéterminée (Larrère & Larrère, 1997) [7].

L'ignorance de l'intercorporalité entre l'humain et l'animal

Outre cette question de la relation entre l'éleveur et ses animaux, éleveurs comme consommateurs mettent en exergue le lien entre le mode d'élevage et la qualité de la viande, même si c'est en des termes différents. Pour la plupart des éleveurs, c'est l'absence de stress en fin de parcours, par exemple au moment du chargement des bêtes pour l'abattoir, qui est décisif pour la qualité de la viande. Le fait que le stress passe ainsi avant l'influence des conditions d'élevage au long de la vie de l'animal, témoigne certainement de la tendance actuelle à restreindre le bien-être des animaux d'élevage à ce qui peut être objectivé et décrit en terme de « bien être animal », tendance affectant également les éleveurs par l'intermédiaire des organisations professionnelles et des filières. En revanche, pour les consommateurs c'est l'ensemble d'un mode d'élevage et le plus souvent la nature de l'alimentation et la liberté de mouvement des animaux qui leur semble garants d'une bonne "qualité" de leur viande. En ce qui concerne la nature de l'alimentation, sur la base du principe d'incorporation (Fischler, 1990) selon lequel ce que l'on mange nous transforme, on pourrait dire qu'à la mythologie sanguine de la force qu'incarnait la viande rouge jusque dans les années 1960, se substitue chez les mangeurs contemporains une crainte des effets néfastes d'une alimentation "contre nature" pour les animaux, qui deviennent par conséquent eux aussi nourriture "contre nature". Ce qui est en jeu dans cette crainte est l'intercorporalité entre la chair de l'aliment animal et la nôtre, entre l'aliment-matière et le corps incorporant (Stassart & Whatmore, 2003).

Pour ce qui est de la liberté de mouvement, on pourrait évoquer une seconde crainte, celle d'une assimilation par l'acte alimentaire de l'aliénation dont sont victimes les animaux dont on mange la viande (Roué, 2002). C'est bien du reste cette aliénation que dénoncent certaines actions des associations de protection animale par exemple en s'enfermant dans des cages géantes. Les discours analogiques et métaphoriques développés dans plusieurs œuvres de fiction récentes déploient eux aussi et d'une autre manière une critique radicale des systèmes industriels sous cet angle de l'aliénation. Citons le film *Chicken Run* (2000) ou

encore le roman de Viktor Pelevine, « L'Ermitte et Six Doigts » (ed. Jacqueline Chambon, 1997), racontant l'histoire de deux poulets dans un élevage industriel décrit comme un univers humain de science fiction. D'autres ouvrages, comme l'essai intitulé « Les poules préfèrent les cages », de A. Farrachi (2000), posent les questions de manière plus classiquement politique (et polémique), ce qui conduit au même type d'argument, mais cette fois explicite, selon lequel la condition des poules dans l'élevage industriel actuel « préfigure ou révèle sous un jour des plus crus une nouvelle condition humaine » (2000 : 15). Ces œuvres révèlent peut-être l'émergence d'une « critique artiste » (Boltanski & Chiapello, 1999) sur des sujets qui sont dans notre cas peu ou mal débattus dans les arènes publiques. Ce que l'on en retiendra surtout pour notre propos, c'est que cette critique, à l'instar des actions des associations de protection animale, s'appuie précisément sur la mise en récit et la mise en image.

Les éleveurs n'ont-ils rien à cacher, ou auraient-ils même quelque chose à montrer ?

Justement, les éleveurs n'ont-ils pas moyen eux aussi de montrer ces différentes dimensions de leur travail et de leurs relations aux animaux, plutôt que de s'effacer derrière le modèle du « *rien à cacher* » de leurs représentants et des filières d'élevage, s'exposant ainsi à une mise en image dénonciatrice de la part des associations de protection animale ?

Chez les éleveurs rencontrés, les deux positions co-existent. Suite à l'évocation de l'idée de visites, l'un de ces éleveurs accepte de montrer son travail parce qu'« *on n'a rien à cacher* ». Il insiste d'ailleurs sur la nécessité de montrer l'élevage qu'il pratique qui est aujourd'hui majoritaire, c'est-à-dire celui des « grosses fermes d'élevage » et des exploitations engraisant plusieurs milliers de bêtes par an comme la sienne, au lieu d'« embellir la réalité » en montrant des petites fermes. On est donc ici dans un registre comparable à celui des visites d'élevage qu'organisent certaines filières.

Pour les autres éleveurs, il n'y a pas seulement rien à cacher mais bien quelque chose à montrer. Et ce qu'ils ont envie de montrer est une réalité de l'élevage fort différente, comme chez cet éleveur de vaches limousines : « *Il faut montrer que le vêlage c'est naturel, le veau et la mère sont en prairie ensemble, les qualités maternelles. Tous les animaux passent en pâture, il n'y a pas de production hors sol. L'aliment du bétail est fait avec la production de la ferme principalement.* » A l'idée d'ouvrir les fermes *parce qu'il n'y a rien à cacher* s'oppose donc l'idée de les ouvrir au contraire *parce qu'il y a quelque chose à montrer*. D'un paradigme de transparence, on passe alors à un paradigme de mise en visibilité.

Ce contraste correspond à l'opposition entre deux référentiels de l'élevage, que l'on peut qualifier d'intensif et de holiste. Le référentiel holiste renvoie à une ferme qui produit autant que possible son propre aliment, voire qui englobe l'ensemble du cycle comme chez les naisseurs-engraisseurs. Celui d'éleveurs plus importants ou d'engraisseurs met davantage en avant la rentabilité et la technique ; c'est plutôt le modèle intensif de l'exploitation performante. Or, ces éleveurs plus intensifs sont fiers que leur exploitation passe inaperçue, « *que les gens d'abord passent devant, ne voient pas et font demi tour pour venir* », ce qui prouve qu'elle ne dérange pas (il s'agit ici d'une grande porcherie). Les éleveurs les plus "extensifs" ou holistes (bovins de races "minoritaires", porcs plein air) sont fiers au contraire que leur exploitation et leurs animaux se voient : « *Depuis que j'ai des limousines, les gens disent vous avez de belles vaches (...). Les gens s'intéressent aux vaches depuis qu'elles sont brunes. Ils voient les veaux et les vaches tous ensemble* ».

Reste à voir ce que les éleveurs qui ont quelque chose à montrer auraient précisément envie de montrer... s'ils sont capables de le montrer, et ce que les consommateurs sont quant à eux capables de voir. Dans la mesure où les dimensions relationnelle et métabolique de l'élevage sont absentes des modes de mise en débat classiques, on peut faire l'hypothèse que ce sont ces dimensions qu'il faudrait montrer. En tout cas, elles devraient être maintenues accessibles jusqu'au cœur des débats : c'est justement ce à quoi contribuera le recours aux récits.

Faire circuler des récits parce qu'il y a quelque chose à montrer : un paradigme de mise en visibilité

Afin de ne pas être tenté d'adopter une vision trop irénique, il faut rappeler une fois encore combien la question du bien-être animal est formatée non seulement bien entendu par de puissants intérêts économiques, mais aussi par les travaux des scientifiques, dont dépendent fortement les réglementations. C'est pourquoi notre projet de recherche-intervention a d'abord commencé par la mise en œuvre d'une approche transversale aux différentes disciplines scientifiques.

Partager les savoirs entre différentes disciplines scientifiques

Sur cette question du bien-être animal, la pluri-disciplinarité est loin d'aller de soi, car l'animal est en général vu comme un ensemble d'objets fragmentés de sciences

spécialisées bien plus que comme une totalité (Tovey, 2003). De plus, les scientifiques spécialistes de cette question étant pour la plupart dans des institutions de recherche sur le développement agricole, elle est devenue une question portant sur *l'adaptation* des animaux à l'élevage industriel (Porcher, 2002). C'est dire combien les cadres de questionnement sont figés. Le cas de la castration des porcelets est un bon exemple : la plupart des articles scientifiques le traitent en partant d'un cadrage ne remettant pas en question les conditions de l'élevage et de l'abattage telles qu'elles sont aujourd'hui, notamment le poids à l'abattage, qui détermine l'âge de l'animal et donc le risque d'odeur s'il est pubère et non castré (Lips, Delezie et al., 2003) et, de manière plus générale, ne permettant pas une réelle exploration des alternatives.

En outre, les sciences humaines sont très largement absentes des débats et des travaux scientifiques sur cette question. Est-il alors possible de ré-articuler les connaissances issues de différentes disciplines pour tenter de transformer les cadres de questionnement ? Dans notre projet, cette tentative se concrétise par l'établissement d'une démarche pluri-disciplinaire, celle d'un groupe de compétences formé d'une douzaine de scientifiques de différentes disciplines concernées (zootekiciens, éthologues, agronomes, philosophes, sociologues) [8]. Il a été appelé groupe de compétences, parce que l'objectif, à travers le travail de ce groupe de personnes chacune compétente dans sa discipline est d'évoluer graduellement d'une somme et d'une confrontation de compétences individuelles vers la co-construction d'une compétence collective (Stengers, 2002).

Une première réunion de ce groupe de compétences a permis de formuler collectivement le problème et les questions principales des uns et des autres. Nous avons demandé aux participants d'exprimer à travers leur itinéraire socioprofessionnel, comment ils s'étaient attachés à cette question du bien-être animal. Il s'agissait de partir de leur propre mise en intrigue (Ricoeur, 1990) afin que chaque membre du groupe comprenne comment les autres s'étaient eux aussi attachés à ces questions du rapport entre animaux d'élevage et humains et du bien-être animal. Beaucoup commencent alors par évoquer leur jeunesse, souvent ancrée dans le milieu agricole ou proche de ce dernier.

► **Extrait sonore 4**, .MP3, 854 Ko.

« Je suis né dans une ferme dans laquelle il y avait des bovins et des porcins à seule vocation de rente, de production donc, des chevaux à vocation mélange de production et loisirs, et puis des animaux de compagnie quelconque genre chiens, poissons, chats, etc.
Alors je pense que j'ai eu des comportements et des réactions assez différentes selon les catégories. Du fait de ma fréquentation plus

assidue des chevaux, j'ai tout de suite identifié le fait qu'ils étaient structurés socialement, qu'il y avait un chef, qu'il y avait un cheval qui devait toujours être en tête devant en promenade, un toujours en queue, que d'autres pouvaient avoir une position indéterminée. Quand on ramenait un cheval en prairie, il racontait aux autres ce qui lui était arrivé, tous les chevaux venaient aux informations, je n'ai jamais su comment l'information passait d'un cheval à l'autre. Et en conséquence, enfin je ne sais pas si c'est en conséquence, je n'ai jamais pu manger un steak de cheval. Par contre, les autres viandes ne me posent aucun problème. (...) »

Derrière ces souvenirs d'enfance anodins des chercheurs (ici, un agronome), ressortent des éléments que l'on va retrouver dans les récits d'éleveurs : l'importance de la relation, de la présence quotidienne, de l'observation des animaux (le fameux « avoir l'œil »), notamment dans leur fonctionnement collectif. Après ces souvenirs d'enfance et parlant cette fois de leur métier, les scientifiques racontent aussi les expérimentations en laboratoire qui mettent en jeu, et parfois à mort, des animaux, et le malaise généré chez eux et dans leurs équipes, en raison de la forte incertitude quant à la souffrance imposée aux animaux.

Ces interventions, d'une durée suffisamment longue pour que la parole puisse se déployer, ont montré combien affleure cet élément identifié plus haut comme essentiel et souvent nié dans les débats : les relations aux animaux et entre animaux. Elles confirment aussi, par leurs points communs avec les récits des éleveurs, qu'il est très artificiel de disjoindre radicalement les savoirs experts et les savoirs profanes [9].

Au-delà d'une sorte de partage minimal des points de vue expérientiels et disciplinaires, nécessaire pour poursuivre ensemble un travail collectif, ce groupe de compétences permet aussi aux scientifiques d'exprimer leurs désaccords, en particulier sur les façons de mettre en débat cette question avec les citoyens. C'est le cas sur la notion d'information, comme le montre l'échange suivant entre trois scientifiques :

► **Extrait sonore 5**, .MP3, 1,5 Mo.

« A : c'est extrêmement important qu'il y ait information objective du public, or jusqu'à présent l'information est une information complètement tronquée (...)

Amener les gens à responsabiliser leur discours, ne pas dire seulement « oui moi je suis pour le bien-être animal bien sûr », « les sondages montrent que 95% des gens sont ou se disent favorables au bien-être animal », mais par contre quand il s'agit de mettre la main au porte feuille c'est différent. Et favorable au bien-être animal par rapport à

quoi ? à quel type d'information ? une information qui est en général pas objective. Et là des groupes de réflexion comme celui que vous formez peuvent à mon avis être extrêmement utiles pour faire passer une information plus objective aux gens.

B : Je voulais simplement intervenir pour dire, quand vous dites qu'il y a un challenge en termes d'information objective du public (...) Ce que je retiendrais dans votre phrase, c'est pas l'information, mais le fait d'amener les gens à responsabiliser leur discours. Je pense que c'est dans ce sens là que le forum est utile, c'est ça surtout.

A : quand il y a dialogue, il y a information mutuelle.

B : oui mais c'est pas l'information dans le sens où le scientifique l'entendrait... C'est pas le fait de dire que l'animal vit dans tant de mètres carrés etc. C'est pas ça qui va influencer les sentiments du public, ni l'appréhension du public.

C : Le mot dialogue me paraît fort important, il ne s'agit pas d'élaborer un discours à diffuser ou d'élaborer un discours qui prétendrait à être la vérité ou la réponse à toutes les questions, mais surtout d'organiser un dialogue, même s'il n'est pas exhaustif, même s'il n'a pas tout résolu, mais que ça permette à tous d'être enrichis par des va et vient, des échanges ».

Cet échange verbal oppose deux conceptions du dialogue avec le public, celle de l'information « objective » descendant des experts vers les profanes (les citoyens, les éleveurs), et celle qui privilégie plutôt la mise en commun des connaissances de chacun, expert ou profane. D'un côté, un modèle de démocratie technique qui réfère à ce que M. Callon appelle l'instruction publique, de l'autre un modèle s'approchant davantage de la co-production des savoirs (Callon, 1998).

Recueillir et faire circuler des récits d'éleveurs

Dans la formulation des questionnements, les scientifiques ne sont évidemment pas seuls en jeu, et il faut redonner leur place aux connaissances profanes, d'autant que savoirs experts et savoirs profanes ne s'avèrent pas si disjoints. Ainsi, notre objectif a été ensuite de recueillir des récits d'éleveurs et de consommateurs, qui puissent circuler au sein de notre groupe de compétences et auprès des autres acteurs.

Côté éleveurs, une dizaine d'éleveurs de bovins et de porcs ont été rencontrés, incarnant des types d'élevage volontairement contrastés, de l'exploitant engraisseur 1800 bêtes en Blanc-Bleu Belge à l'éleveur biologique ayant quelques dizaines de vaches de race rustique. Il s'agissait de traverser les frontières classiques entre agriculture dite conventionnelle et agriculture biologique et entre races connues pour être hyper productives (pour les bovins, la race Blanc-Bleu Belge) et races souvent plus rustiques, frontières que la question du bien-être traverse elle aussi.

A partir de ces entretiens, un livret de « paroles d'éleveurs » a été rédigé, destiné à mettre en circulation ces récits chez les scientifiques d'abord, chez les associations

de protection animale et auprès des consommateurs ensuite. Ce livret traite de la diversité des types d'élevage qui génère aussi une diversité dans les liens entre éleveurs et animaux ; de la manière dont les éleveurs voient la question du bien-être animal et quelques uns de ses « points chauds » ; des liens entre élevage et société tels que ressentis par ces éleveurs ; de l'apprentissage des liens aux animaux et du temps passé avec eux au quotidien :

« Mon mari me dit le dimanche matin viens avec moi, on s'en va nous deux et on met 1h dans un troupeau, c'est vraiment le plaisir de voir les bêtes, la conformation, tiens il y a un petit veau, il est plus nerveux, il est moins nerveux, il est moins conformé, et on compare tous les veaux avec toutes les vaches. Et on discute du troupeau. C'est vraiment un plaisir, quand on va nous deux mon mari, quand on va dans les bêtes maintenant. Mais il faut apprendre à le faire, parce qu'au début je ne savais pas faire ça (...) C'est très très important, parce que c'est là qu'on détecte le moindre faux pas, que ça soit d'une grosse bête ou d'un veau, c'est là qu'on le détecte et qu'on peut anticiper. »

« *On a différents critères pour voir si l'animal va bien. C'est tout à l'œil* », dit un autre éleveur. L'observation, l'œil, ce mélange de talent sensoriel et de virtuosité mentale à traiter tout un ensemble de données complexes est bien ce qui caractérise le travail de l'éleveur (Salmona, 1994). Ces talents ne sont pas entièrement innés, et tous les éleveurs insistent sur la notion d'apprentissage, surtout lorsqu'ils ont adopté de "nouvelles" races (par opposition à la race dominante, le Blanc-Bleu Belge).

Face à leurs récits, on a le sentiment que les éleveurs jugent davantage devoir s'adapter à l'animal que l'inverse, et malgré la tendance des filières et parfois des scientifiques à réduire le bien-être animal à une question d'adaptation aux conditions d'élevage industriel. Ces récits nous racontent aussi que les éleveurs peuvent concilier goût de la technique et de la performance et affection, comme l'éleveuse précédente qui parle tout à la fois de conformation et de plaisir d'être avec les bêtes, et contrairement aux oppositions généralement brandies par les défenseurs des animaux.

En tous cas, l'importance de la surveillance quotidienne pour anticiper d'éventuels problèmes est présente chez tous, et même chez le plus intensif des éleveurs interviewés, un engraisseur en Blanc-Bleu Belge, qui inspecte chaque box deux fois par jour :

« Ça vient avec l'habitude, au premier coup d'œil on sent si une bête est bien ou pas, la façon dont elle se lève, dont elle tient sa tête,

comme quand quelqu'un est malade. On regarde, on prend l'habitude. »

Nos données conduisent même à nuancer quelque peu la vision d'un élevage intensif totalement taylorisé et automatisé où les éleveurs et leurs ouvriers n'auraient plus aucun contact avec les animaux : la plupart des éleveurs, même en élevage intensif et par exemple en atelier d'engraissement, comme l'éleveur ci-dessus, passent beaucoup de temps avec les animaux, dont ils doivent contrôler l'état de santé. Certes, cette exigence est liée aux fragilités de races et de modes de production que l'on peut considérer comme "forcés" et à la sur-densité. Mais on ne peut ignorer le sentiment exprimé par ces éleveurs de passer du temps avec leurs animaux, leur attachement à cette activité d'observation et de suivi des bêtes, et le fait que cela est la forme du soin apporté aux animaux [10] — « *Le contact avec le bétail c'est rude mais c'est agréable* », dit encore l'éleveur ci-dessus.

Se donner le temps de l'apprentissage...

Si certains travaux pointent à juste titre sur le sentiment des éleveurs de « manquer de temps » et de devoir « faire [trop] vite » (Porcher, 2003), ceux que nous avons rencontrés parlent plutôt de prendre du temps pour « faire bien ».

Et c'est la principale surprise de ces récits : cette omniprésence, non seulement de la question des relations entre hommes et animaux dont nous savions grâce à d'autres auteurs combien elle était niée dans les réglementations liées au bien-être animal, mais aussi de celle de la durée et des temporalités. Ce que l'on peut aussi retenir de ce travail qui a permis de faire raconter et se raconter les différents acteurs concernés (institutionnels, associations, scientifiques et surtout éleveurs et consommateurs, et indirectement les animaux, quant à eux "racontés" par leurs éleveurs), ce sont les décalages entre de multiples temporalités. On peut en effet évoquer le temps des législations, le temps du travail des éleveurs, le temps accéléré des cycles de production, le temps des filières (abattoirs, distributeurs), le temps des consommateurs... Les différents acteurs sont soumis à des temporalités différentes. Les éleveurs à leur propre niveau sont tiraillés entre le temps de l'urgence (celui de la production et de l'adaptation aux réglementations) et le temps qu'ils se donnent (pour être avec leurs animaux). Le recueil et la mise en circulation des récits montrent qu'il existe quand même des temps partagés, comme celui des souvenirs des fermes de l'enfance, qui continuent à jouer un rôle dans la relation aux animaux.

Dans le présent, est-il possible de construire un temps partagé qui permette aux gens d'échanger et de sortir de l'urgence pour se donner le temps de

l'apprentissage ? Au temps dont les éleveurs ont besoin pour apprendre leur métier et/ou s'habituer à une nouvelle race et se sentir bien dans leurs bêtes, fait peut-être écho le temps que doivent se donner les acteurs concernés pour apprendre les uns des autres et réfléchir ensemble à ce que peut être l'avenir de l'élevage.

Circulation des récits et participation : un impératif de symétrie

Mais qui sont ces acteurs concernés ? On a vu que les modes traditionnels de concertation ne réunissaient souvent que les acteurs considérés comme représentatifs : dans les comités consultatifs officiels sur la question du bien-être animal, les porte-parole des filières d'élevage et des associations de consommateurs et de défense des animaux. Certaines expériences ont tenté de réunir les acteurs *affectés*, par exemple les consommateurs dans le cas de l'agriculture et de l'alimentation (comme pour la conférence de citoyens organisée en France en 1998 sur les OGM). Mais dans un tel cas, si les producteurs, qui sont les principaux *impliqués*, ne sont pas également associés, se posent des problèmes ultérieurs de mise en œuvre et d'appropriation (Bertrand, Marris et al., 2002). Est-il possible alors de réunir les acteurs affectés et impliqués, et non comme c'est couramment le cas, leurs mandants ?

Dans notre projet, cela repose sur l'organisation de tables rondes à la ferme réunissant des éleveurs et des consommateurs parmi ceux qui ont été associés en amont à la démarche en acceptant de livrer leur récit. Ces consommateurs et ces producteurs ne représentent pas des groupes constitués, mais leurs propres expériences et pratiques. Toutefois, à la différence d'autres cas étudiés précédemment, comme celui des paniers hebdomadaires de fruits et légumes (Lamine, 2004 ; 2005) ce ne sont pas non plus les consommateurs qui achètent et mangent les produits des producteurs avec lesquels ils discutent dans un collectif restreint. Ce seront plutôt des consommateurs susceptibles de parler au nom d'une expérience commune de consommateurs.

Ces tables rondes devraient initier des processus d'apprentissages pratiques réciproques, en mettant en débat les pratiques de production et de consommation des uns et des autres. La symétrie est ici essentielle en ce que la confrontation des éleveurs et des consommateurs doit permettre de débattre ouvertement des responsabilités respectives. Au-delà, il faudrait d'ailleurs associer dans les démarches de concertation les différents stades de la chaîne, industriels amont et aval, encadrement technico-économique, distributeurs, etc., de manière à construire une dynamique de partage des responsabilités (Larrère, 2003).

En revanche, n'est-ce pas un vœu pieu que d'espérer que les associations de protection animale et les éleveurs puissent apprendre les uns des autres ? Notre pari

est qu'un travail d'explicitation et d'apprentissage est nécessaire pour tenter de sortir du caractère stérile des débats classiques. Il s'agit en effet de passer de l'opposition frontale entre le « rien à cacher » des filières et le « montrer ce qu'on nous cache » des associations de protection animale à ce qu'on pourrait résumer par un « quelque chose à montrer et à regarder ». Or, cela signifie aussi passer d'une visée normative (si on n'a rien à cacher c'est parce qu'on respecte les normes, si on montre ce qu'on nous cache c'est parce que les normes ne sont pas respectées ou pas satisfaisantes) à une visée exploratoire et d'apprentissage.

Mais mettre en présence directement éleveurs et associations de protection animale est évidemment délicat, étant donné le passif relationnel et les difficultés qu'éprouvent souvent les éleveurs à parler de leur métier en public. Aussi le projet met-il en œuvre un mode indirect de mise en présence passant par la discussion collective avec quelques unes de ces associations des récits des éleveurs reconstruits à partir des entretiens sous forme du livret de « Paroles d'éleveurs ». Sur ce point, le principe de symétrie a conduit à restituer ces récits aux éleveurs avant de les présenter aux associations de protection animale, pour que ceux-ci donnent leur accord et le cas échéant ré-explicitent certaines choses. Ceci a été suggéré par une participante du groupe de compétence, ce qui montre combien se jouent à l'intérieur du groupe des processus d'exploration collective, qui amènent à reformuler et réajuster les modes d'échange au fil du déroulement du projet.

Ces différentes démarches soulignent la nécessité de redonner un rôle actif aux éleveurs comme aux consommateurs dans ces débats. Si les éleveurs ont peut-être bien davantage quelque chose à montrer que rien à cacher, encore faut-il qu'en face les consommateurs aient envie de voir et même d'aller regarder... Là aussi se révèle un besoin de symétrie essentiel. Il peut se jouer dans d'autres procédures, que nous ne pouvons qu'évoquer ici, telles qu'un forum sur internet [11] et un projet de film documentaire, qui serait construit avec les éleveurs et destiné à être projeté dans des filières d'enseignement ou lors de débats par exemple avec des consommateurs. Il prolongerait le travail sur les récits, puisqu'il s'agirait de montrer de manière plus incarnée encore, non seulement le quotidien des relations entre les éleveurs et leurs animaux, mais aussi les controverses scientifiques sur ce thème. Car si le travail à partir de récits favorise l'expression des dimensions relationnelles du rapport aux animaux, il a lui-même ses limites, et nos échanges avec les différents acteurs nous ont permis de toucher du doigt combien certaines choses n'étaient pas faciles à mettre en mot. Dès lors ne seraient-elles pas plus accessibles par l'image, comme l'ont du reste bien compris les associations de protection animale ? Entre leurs films dénonciateurs et ceux, justificateurs, des filières d'élevage, l'idée serait ici de créer un support propice à créer le débat et à permettre une discussion collective des différentes interprétations, là où en général les interprétations *a priori* s'affrontent sans mise en commun.

Conclusion

Notre question initiale était la suivante : comment peut-on mettre en débat collectivement les questions liées au bien-être des animaux d'élevage ? Pour aller au-delà des formes de débat classique qui opposent frontalement des positions très marquées (associations de protection animale) et des intérêts puissants (filières d'élevage et agro-alimentaire), il semble essentiel de ré-associer au débat les premiers concernés à savoir les éleveurs qui s'occupent au quotidien de ces animaux, et les consommateurs qui en mangent la viande ou d'autres produits. Aux paradigmes de la transparence, celui des filières, et du dévoilement, celui des associations de protection animale, se substituerait alors celui de la mise en visibilité par les éleveurs et pour les consommateurs et la société.

Dans un premier temps, expérimental, cette ré-association des acteurs concernés et ce changement de paradigme se construisent et se réalisent dans des procédures spécifiques qui consistent à faire circuler des récits mettant en parole les pratiques et attachements des éleveurs. Cette mise en circulation des récits passe par leur recueil, leur re-formulation et ré-organisation en un support accessible aux diverses parties prenantes, enfin par leur discussion. Les récits permettent une mise en partage des interprétations qui s'oppose à l'habituelle confrontation d'interprétations figées. Cette expérience montre la capacité des récits à relier des dimensions hétérogènes, des causalités et des savoirs différents, ceux des scientifiques, des éleveurs, et aussi des consommateurs [12]. Elle nous a aussi montré, et c'était plus inattendu, combien la dimension temporelle était majeure dans ces questions. Le temps en question ici est tout à la fois celui que les éleveurs prennent avec leurs animaux et pour apprendre à être bien avec eux, celui que les acteurs prennent pour apprendre les uns des autres, et celui de l'avenir que l'on construit.

Cette réflexion interroge aussi les dimensions épistémologiques de la participation. De nombreux travaux ont montré l'intérêt de s'éloigner des conceptions classiques de la connaissance circulant des experts vers les profanes, pour aller plutôt vers la notion de connaissance co-construite par les experts et les profanes (Wynne, 1996 ; Barthe, Callon et al., 2001). Ce que nous ajoutons ici à cette idée désormais bien implantée, c'est l'importance d'intégrer les dimensions non seulement cognitives mais aussi affectives et matérielles des questions en débat, ici des liens aux animaux d'élevage : le quotidien de ces relations, le rapport métabolique entre conditions d'élevage et qualité de la viande. Un second point d'ordre procédural découlant de cette expérience est l'importance de varier et d'ajuster les modalités d'échange, plutôt que d'imposer aux acteurs un ordre procédural et un seul

(Chateauraynaud, 2004).

L'enjeu est aussi de redonner un rôle actif aux éleveurs comme aux consommateurs dans des débats qui les concernent, mais dans lesquels ils sont habituellement passifs. Il est toutefois important de nuancer un schéma trop caricatural où des associations de protection animale s'appuieraient sur des consommateurs de base passifs, auxquels on montre enfin l'in-montrable pour influencer en haut lieu les politiques, par opposition à des démarches plus participatives qui rendraient les consommateurs actifs. Nous avons vu en effet que certaines actions des associations tendent à ré-impliquer les consommateurs de manière plus active et plus directe.

Enfin, un point demeure questionnable dans le projet de recherche intervention évoqué : c'est celui du lien entre les effets de telles démarches et les processus de décision à l'œuvre. Notre idée n'est pas que ces démarches influent directement sur les négociations réglementaires qui sont, on l'a compris, le principal souci de nombreux acteurs concernés par les questions de bien-être des animaux d'élevage, à commencer par les éleveurs. En revanche, elles permettent à petite échelle de générer de l'apprentissage croisé et de créer des inflexions dans les points de vue et les pratiques, et de relier davantage les éleveurs et les consommateurs en donnant à voir les aspects méconnus du métier d'éleveur. Plus concrètement, elles peuvent aussi influencer dans la mise en place ou l'évolution de démarches de qualité (filères qualité, labels) qui prendraient en compte les questions de bien-être des animaux [13].

Notes



[1] Il s'agit du projet « Alimenter le lien entre consommateurs, éleveurs et animaux », réalisé en 2004-2005 dans le cadre du programme « Alimenter le dialogue » de la Fondation Roi Baudouin (Belgique), par l'Université de Liège (équipe SEED, Socio-Economie de l'Environnement et du Développement), le Centre de Recherches Agronomiques Wallon et la Faculté d'Agronomie de Gembloux, dont nous avons eu en charge les volets d'enquête et l'animation. Ce projet interdisciplinaire rassemble des zootechniciens, éthologues, agronomes, sociologues, et philosophes.

[2] Gaïa est avec 20000 membres la principale association de défense des animaux en Belgique, et traite tous les types d'animaux (élevage, expérimentation, cirque, animaux de compagnie). Animaux en Péril est une plus petite association qui gère plusieurs refuges pour animaux. La PMAF, qui compte 6000 adhérents en France en 2005 (53000 pour la Société Protectrice des Animaux, la plus importante), s'est spécialisée dans la lutte contre l'élevage intensif.

[3] Cette directive prévoit l'interdiction en 2012 des cages « non aménagées » et l'obligation de mise en place, à compter de 2002, de systèmes « alternatifs » ou de cages « aménagées », c'est-à-dire disposant notamment « d'une litière permettant le picotage et le grattage », de nids et perchoirs, et limitant la densité.

[4] Groupe de parlementaires européens spécialisé sur ces questions, équipé d'un « secrétariat », c'est-à-dire d'une équipe technique, implantée à Bruxelles, dont le rôle est d'assurer une veille quant aux débats réglementaires à venir et un appui aux actions des associations membres de la structure.

[5] Equivalent belge de l'AFSSA française, l'AFSCA a été créée en 2002 suite à la restructuration juridique des questions de sécurité alimentaire et a en charge l'évaluation des risques alimentaires et le contrôle de la sécurité sanitaire alimentaire.

[6] Rappelons qu'elle est au fondement de l'apparition, il y a des dizaines de milliers d'années, des processus domesticatoires.

[7] Le terme « industriel » exprime le fait qu'il s'agit de l'exploitation de matières premières pour leur transformation en biens de production ou de consommation.

[8] On pourrait aussi évoquer, à plus grande échelle, le dispositif de l'INRA Agri-Bien Etre, rassemblant en séminaires réguliers plusieurs dizaines de scientifiques de diverses disciplines.

[9] On ne questionne pas ici cette distinction en savoirs *expert* et *profane*, elle-même discutable

[10] Du reste, les modes traditionnels d'élevage ne créaient pas nécessairement des relations plus fortes avec l'animal, et on doit se rappeler que dans de nombreuses régions françaises le cochon, par exemple, était enfermé dans un local exigü dans lequel on n'avait pas besoin d'entrer pour le nourrir.

[11] Site <http://beafdialog.be>

[12] Je remercie Catherine Mougnot et les participants du groupe de réflexion qu'elle a initié sur les récits d'avoir soulevé ce point essentiel et encore à explorer...

[13] Voir par exemple le cas du réseau d'éleveurs porcins « Thierry Schweitzer », dont la constitution et le cahier des charges ont été négociés collectivement par des associations de consommateurs, environnementales, et de protection animale (site <http://www.thierry-schweitzer.com/>).

Bibliographie



BARTHE Yannick, Michel CALLON et Pierre LASCOUMES, 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil

BECK Ulrich, 1992, *Risk society. Towards a new modernity*, London, Sage publications

- BERTRAND Anne, Claire MARRIS et Pierre-Benoît JOLY, 2002, *Méthodologie pour l'élaboration d'un dispositif de co-construction*. Paris, INRA-STEPE
- BOLTANSKI Luc, 1990, *La souffrance à distance*, Paris, Métailié
- BOLTANSKI Luc et Eve CHIAPELLO, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard
- BOLTANSKI Luc et Laurent THEVENOT, 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard
- BULLER Henry et Carrol MORRIS, 2003, "Farm animal welfare : a new repertoire of nature-society relations or modernism re-embedded ?" *Sociologia Ruralis*, 43 (3) : 216-237
- BURGAT Florence, 2001, "Les revendications des associations de protection des animaux d'élevage", in R. Dantzer ed., *Les animaux d'élevage ont-ils droit au bien-être ?*, Paris, INRA éditions : 65-84
- CALLON Michel, 1998, "Des différentes formes de démocratie technique", *Annales des mines* : 63-73
- CHATEAURAYNAUD Francis, 2004, "Invention argumentative et débat public. Regard sociologique sur l'origine des bons arguments", *Cahiers d'Economie Politique*, 47
- CHEVALLIER Denis, 1987, *L'homme, le porc, l'abeille et le chien. La relation homme-animal dans le Haut-Diois*, Paris, Institut d'Ethnologie
- DIGARD Jean-Pierre, 1999, *Les Français et leurs animaux*, Paris, Fayard
- FARRACHI Armand, 2000, *Les poules préfèrent les cages*, Paris, Albin Michel
- FISCHLER Claude, 1990, *L'Homnivore*, Paris, Odile Jacob
- FRANKLIN Adrian, 1999, *Animals and modern cultures*, London, Sage
- HAUDRICOURT Georges, 1962, "Domestication des animaux, culture des plantes et traitement d'autrui", *L'Homme*, 2 : 40-50
- JOLY Pierre-Benoît, 2002, "Le bien-être animal : quel espace pour la co-production des connaissances et des cadres d'action ?", *Annales des mines* (28) : 51-69
- LAMINE Claire, 2004, "L'alimentation, question sensible : expérience individuelle des mangeurs et mise en débat collective", *Colloque du CRESAL*, Université Lyon 2, St-Etienne, 22-24 octobre 2004, Actes à paraître ed. de l'Aube, Paris
- LAMINE Claire, 2005, "Settling the shared uncertainties : local partnerships between

- producers and consumers", *Sociologia ruralis*, 45 (4) : 324-345
- LARRERE Catherine et Raphaël LARRERE, 1997, "Le contrat domestique", *Le Courrier de l'environnement de l'INRA* (30) : 5-17
- LARRERE Raphaël, 2003, "L'élevage contemporain en question : demande sociale, préférences des consommateurs ou interrogations citoyennes ?" *INRA Prod. Anim.* (16) : 329-332
- LEMERY Bruno, 2003, "Les agriculteurs dans une fabrique d'une nouvelle agriculture", *Sociologie du travail*, 45 (1) : 9-25
- LESTEL Dominique, 2001, *Les origines animales de la culture*, Paris, Flammarion
- LIPS Dirk, E. DELEZIE, S. AERTS, J. VAN OTRYVE et J. DE TAVERNIER (2003) An Ethical Evaluation of the Alternatives for Surgical Castration of Piglets. *4th Congress of the European Society for Agricultural and Food Ethics (EurSafe)*, Toulouse
- MICOUD André, 2004, "Ces bonnes vaches aux yeux si doux", *Communication*, (74) : 217-237
- PIETTE Albert, 2003, "Entre l'homme et le chien. Pour une ethnographie du fait socio-animal", *Socio-Anthropologie* (11)
- PORCHER Jocelyne, 2002, *Eleveurs et animaux : réinventer le lien*, Paris, PUF
- PORCHER Jocelyne, 2003, "Bien-être et souffrance en élevage : conditions de vie au travail des personnes et des animaux", *Sociologie du travail*, 45 (1) : 27-43
- RICŒUR Paul, 1990, *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil
- ROUE Marie, 2002, "Humanité, animalité et lien social", *Natures Sciences Sociétés*, 10 (1) : 37-44
- SALMONA Michèle, 1994, *Les paysans français. Le travail, les métiers, la transmission des savoirs*, Paris, L'Harmattan
- STASSART Pierre et Sarah WHATMORE, 2003, "Metabolizing risk : food scares and the un/re-making of belgian beef", *Environment and Planning A, theme issue : Alternative agrifood networks : european perspectives*, 35
- STENGERS Isabelle, 2002, "Le développement durable : une nouvelle approche ?", *Alliage* (40)
- TETART Gilles, 2004, *Le sang des fleurs. Une anthropologie de l'abeille et du miel*, Paris, Odile Jacob

TOVEY Hillary, 2003, « Theorising nature and society in sociology : the invisibility of animals », *Sociologia Ruralis*, 43 (3) : 196-215

VIALLES Noëllie, 1989, *Le sang et la chair, les abattoirs des pays de l'Adour*, Paris, MSH

WYNNE Brian, 1996, "May the sheep safely graze ? A reflexive view of the expert-lay knowledge divide", in S. A. W. Lash ed., *Risk, Environment and Modernity*, London, Sage : 44-83